Zeitschrift: Schriftenreihe = Collection / Forum Helveticum
Herausgeber: Forum Helveticum
Band: 4 (1992)

Artikel: La renaissance démocratique et les obstacles invisibles
Autor: Liebich, André
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-833019

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La renaissance démocratique et les obstacles invisibles

André Liebich

Il est décourageant de parler des obstacles à la démocratie dans les pays qui ont connu la plus remarquable révolution démocratique de notre époque. Il est encore plus décourageant d'évoquer les obstacles qui relèvent non pas du passé récent ou lointain mais qui accompagnent cette transformation démocratique et qui sont inscrits au cœur de ce mouvement. Pourtant, l'évolution actuelle des idées et en particulier les idées sur l'organisation de la vie économique dans les pays de l'Europe de l'Est, nous oblige de nous interroger sur certains aspects de la nouvelle orthodoxie qui a réussi à s'imposer de manière si rapide et si impérieuse à travers la région.

L'Europe de l'Est a découvert le libéralisme économique ou du moins, une variante de celui-ci. Nous ne nous attarderons pas sur les mécanismes d'application de cette doctrine ni sur le décalage entre les principes de l'économie politique libérale classique et les notions qui passent pour libérales aujourd'hui. Qu'il suffise d'évoquer les mots-clés de la nouvelle pensée économique à l'Est - marché, concurrence, privatisation - et de citer une déclaration typique d'un haut fonctionnaire de la nouvelle école: «Dans les pays post-communistes, la privatisation doit être une fin en soi... Le but c'est de dépouiller (to strip) l'Etat de ses droits de propriété[1].»

Il est incontestable que le démantèlement du Leviathan économique hérité de l'époque communiste représente une priorité absolue pour les nouveaux régimes. On pourrait même dire que cette réorganisation, y compris le processus de privatisation, s'opère trop lentement. Le problème auquel nous nous intéressons ici, réside selon nous, non pas dans le processus de restructuration tel qu'il se déroule actuellement mais dans les prémisses qui l'anime, les expectatives qu'il crée et les orientations futures qu'il dicte. Ce qui menace la démocratie en Europe de l'Est n'est pas la privatisation, la concurrence et le marché mais la nouvelle idéologie qui anime ces changements et qui déferle à travers l'Europe de l'Est.

II

En ce qui concerne les failles conceptuelles de la nouvelle orthodoxie économique à l'Est, c'est la voix critique du doyen de la pensée politique pluraliste, Karl Popper, qui attire l'attention en premier. Ennemi redoutable du marxisme, du hégélianisme et des autres systèmes de pensée de type «holistes», défenseur passionné de la «société ouverte», Popper a consacré sa vie à la lutte intellectuelle contre les principes sur lesquels reposaient les régimes marxistes. L'effondrement de ces régimes est le triomphe de la cause que Popper incarne.

[1] Dusan Triska, ministre adjoint des Finances de la Tchécoslovaquie, cité dans (Reuters) «Prague Readies Vouchers for Stock Blueprint», *International Herald Tribune*, 29/30, décembre 1990).

On ne peut donc pas ignorer la critique que Popper adresse aux nouveaux régimes de l'Est. Dans une entrevue récente, Popper révèle toute son inquiétude devant ce qu'il considère comme une nouvelle tentative de manipulation sociale (social engineering)[2]. Ce n'est pas une question de substituer un système socio-économique pour un autre comme les Européens de l'Est semblent le croire, insiste Popper. Il s'agit plutôt, dit-il, d'apprendre à raisonner dans des catégories entièrement différentes car on ne peut pas décréter le capitalisme, pas plus qu'on n'a pu décréter le socialisme. En fait, poursuit Popper, tout programme théorique et global de transformation sociale est voué à l'échec dès le départ parce qu'il ne peut pas tenir compte des conséquences imprévisibles et imprévues. Si l'on veut éviter la catastrophe, les changements sociaux et économiques ne peuvent se réaliser que de manière graduelle et empirique. Popper conclut avec une recommandation pour le moins surprenante: «Ne démantelez pas vos vieilles usines, dit-il, continuez avec le système existant tant qu'un autre système ne l'a pas remplacé naturellement.»

Jusqu'à présent les accusations de manipulation sociale et de dogmatisme s'adressaient aux systèmes socialistes. Le retournement de ces accusations contre les régimes qui se veulent capitalistes nous amène à chercher un certain parallélisme entre l'état d'esprit qui préside aux changements d'aujourd'hui et celui qui régissait les transformations d'hier. Pour citer le politologue américain, Adam Przeworski, si l'on remplace «nationalisation des moyens de production» par «propriété privée» et «plan» par «marché» les structures de l'idéologie demeurent intactes[3]. Certes, ces parallèles atteignent rapidement leurs limites, ne serait-ce que parce que les nouveaux régimes est-européens n'emploient pas la violence pour réaliser les politiques économiques. Force est de conclure, néanmoins, que les croyances économiques d'hier et d'aujourd'hui possèdent un dénominateur commun. Les deux reposent sur la conviction qu'il existe un chemin unique et connu d'avance pour atteindre les objectifs définis et que la politique économique consiste à appliquer un principe idéologique qui, lui, échappe à l'examen.

III

Si les fondements conceptuels de la nouvelle idéologie ne résistent pas à l'accusation de dogmatisme, l'articulation de la doctrine n'échappe pas non plus à un théoricisme inconditionnel. Sur ce plan aussi, la comparaison avec les croyances du passé récent est inévitable. Comme dans un miroir, l'utopie socialiste est remplacée par une utopie capitaliste et les nouvelles autorités, comme leurs prédécesseurs, continuent de justifier les sacrifices présents et réels au nom d'un avenir radieux mais théorique.

[2] The Best World We Have Yet Had: George Urban Interviews Sir Karl Popper, «Rapport on the USSR», le 31.5.1991.

[3] Adam Przeworski, «The 'East Becomes the South?' The 'Autumn of the People' and the 'Future of Eastern Europe». PS: *Political Science and Politics*, mars 1991, p. 23.

La nouvelle idéologie économique, importation directe de l'Occident, tire tout son prestige du succès économique des pays occidentaux. Or, dans sa pureté théorique et dans son élégance formelle, cette idéologie caricature bien plus qu'elle ne reflète la réalité des économies occidentales. On aurait beau chercher un pays occidental caractérisé par la privatisation intégrale, la concurrence inconditionnelle et le marché parfait, tels que dictés par la théorie. Ce n'est pas non plus parmi les nouveaux pays industriels les plus dynamiques que l'Etat se contente de jouer un rôle effacé[4].

Cette nouvelle doctrine économique n'est donc pas fondée sur l'expérience concrète des pays occidentaux. C'est une importation abstraite élaborée dans les institutions économiques internationales et véhiculée par les économistes parfaitement extérieurs aux réalités qu'ils cherchent à transformer. Elle ne tient compte ni du développement historique des économies occidentales, ni des conditions sociales requises pour l'émergence du capitalisme[5]. Elle est nullement respectueuse des spécificités des pays concernés car du point de vue de ces économistes, les pays de l'Est ne représentent qu'un cas d'application d'une doctrine universelle. Si cette doctrine est adoptée par les dirigeants est-européens eux-mêmes, c'est soit parce qu'ils ignorent le fonctionnement réel des économies occidentales, soit parce qu'ils partagent la conviction et le zèle des théoriciens étrangers.

IV

Mais ce ne sont pas les failles conceptuelles ou empiriques de l'idéologie néo-libérale en vogue à l'Est qui nous concernent principalement. Ce sont surtout les conséquences politiques de cette orthodoxie qui nous préoccupent.

Les principes de marché, concurrence et privatisation sont inextricablement liés, dans l'esprit des populations concernées, au rêve du bien-être généralisé. En dernière analyse, ces principes n'ont de raison d'être que s'ils mènent à l'amélioration du standard de vie à tous les niveaux de la société, à l'enrichissement collectif et à la prospérité générale. Même si les nouveaux dirigeants semblent parfois oublier que les principes économiques qu'ils invoquent et les politiques économiques qu'ils pratiquent représentent autant de moyens vers les buts sociaux et non pas des fins en soi - on n'introduit pas la concurrence pour la concurrence ou la privatisation pour la privatisation - les populations concernées ne perdent pas de vue la finalité recherchée.

Or, il existe un capitalisme pauvre. De nombreux pays, dotés de ces institutions que les pays de l'Est cherchent à introduire aujourd'hui, tels que

[4] Certes, Robert H. Bates exagère en disant que «Studies of some of the most successful of the world's open economies reveal that they are more likely to resemble contemporary socialist systems than the market economy of Smith's liberal republic». «Beyond the Miracle of the Market: The Political Economy of Agrarian Development in Kenya», *Cambridge University Press*, 1987, p. 4.

[5] Voir, à cet égard, l'entretien de Vassili Leontief, prix Nobel de l'économie, qui rejoint Popper sur l'impossibilité de décréter le capitalisme, «Gorbachev Economiste?» *Politique internationale* 50, hiver 1990-91.

le marché et l'entreprise privée, n'ont jamais atteint le stade du «capitalisme du super-marché» et ne l'atteindront vraisemblablement pas dans un avenir prochain[6]. Si les pays de l'Est aiment se comparer à l'Espagne, ancienne dictature pauvre devenue rapidement une démocratie prospère, ils ne peuvent pas éviter la comparaison avec d'autres pays moins heureux, par exemple en Amérique latine.

Evidemment, l'échec ou l'ajournement de l'entrée des anciennes démocraties populaires dans le club des pays riches décevra les expectatives matérielles des Est-Européens et rendra les privations dont ils souffrent d'autant plus pénibles. Mais c'est le prix politique de cette déception qui sera le plus élevé. A tort ou à raison, l'exemple des pays occidentaux a créé une identité inextricable entre prospérité et démocratie dans les esprits est-européens. Les concessions inévitables et les compromis difficiles de la vie démocratique à l'Est sont acceptés au niveau populaire, non pas en tant que règles incontestées du jeu politique mais en tant que partie intégrante d'une transformation unique qui englobe autant la prospérité qu'elle promet. Si la promesse n'est pas tenue, il est peu probable que l'idée démocratique continue de jouir du consensus qui est le sien aujourd'hui.

A terme, la faillite éventuelle du projet économique néo-libéral mettrait en cause la démocratie est-européenne, non pas à cause des qualités intrinsèques du projet mais à cause de l'identité que nous avons évoquée. Par ailleurs, quelque soit l'issue de ce projet, il y aura un prix immédiat à payer pour l'avoir entreprise. D'après Vaclav Havel le plus grand problème à l'Est est celui de la «pollution morale». Or, le projet néo-libéral ne contribue en rien à la résolution de ce problème. Au contraire, les valeurs mises en avant par l'orthodoxie économique d'aujourd'hui - les valeurs propres à l'*homo oeconomicus* classique - sont incompatibles avec les idéaux d'humanisme et de solidarité sociale qui font déjà défaut dans la société post-communiste. Non pas seulement que la doctrine économique dominante ne contient pas en elle-même un projet de société valable, mais cette doctrine - avec son accent sur l'intérêt individuel, la rivalité, et l'appât du gain - frustre les aspirations vers une société meilleure.

V

Les pays de l'Est se trouvent aujourd'hui devant le dilemme suivant: la nouvelle orthodoxie économique à laquelle ils ont adhéré, avec plus d'enthousiasme que de réflexion, représente une entrave au développement des sociétés est-européennes; l'ancienne orthodoxie, celle de la planification et des entreprises étatisées est bien enterrée et ne saurait être ressuscitée.

C'est dans ces conditions que les nouveaux dirigeants et les nouveaux intellectuels est-européens pourraient être appelés à faire preuve de créativité

[6] L'expression est de Popper. Przeworski maintient que 60% du monde habite des pays qui sont à la fois capitalistes et pauvres.

et d'imagination. Dans des circonstances à certains égards analogues en Allemagne d'après-guerre, les économistes ont élaboré une notion d'«économie de marché sociale» (Soziale Marktwirtschaft). Caractérisée par certains comme une «formule géniale vide» le concept avait l'immense mérite de rendre acceptable le principe de l'économie de marché à un peuple réfractaire, en qualifiant et en adoucissant ce principe[7]. Un effort de conceptualisation semblable s'impose aujourd'hui en Europe de l'Est.

Selon l'historien français, François Furet, tout le drame des révolutions est-européennes de 1989 n'a abouti à l'émergence d'aucune nouvelle idée, n'a offert aucune vision sociale alternative. Il serait bon que les Européens de l'Est infirment cette affirmation[8].

[7] Wolfgang Press, «Geniale Leerformel» *Die Zeit*, le 28.6.1991.

[8] Cité dans Ralf Dahrendorf, «Reflections on the Revolution in Europe», Londres: Chatto & Windus, 1990, p. 23.